

# LES MINISTRES : HAUTE PRIORITÉ A L'ALGÉRIE

**Premier Conseil des ministres du gouvernement Pompidou, hier après-midi, à l'Élysée.**

Premières décisions : un nouveau commandant supérieur va prendre en main l'armée française d'Algérie.

Le général Fourquet, polytechnicien, remplace le général Ailleret. Il commandait la V<sup>e</sup> région militaire à Alger. Il était l'un des généraux qui avaient pris position avec le plus de fermeté et de résolution contre le putsch de Salan et de Challe, en avril 1961.

Quant au général Ailleret, dont le départ était prévu depuis la conclusion du cessez-le-feu, il recevra, après un congé de plusieurs semaines, « de nouvelles et hautes fonctions ». Le Conseil des ministres lui a rendu hommage.

## Joxe à Alger

Haute priorité a été réservée à l'Algérie dans les délibérations gouvernementales. M. Joxe fait le point. Devant ses collègues, il a rendu compte de la mise en place de l'exécutif provisoire, de la force locale du tribunal d'ordre public. Le gouvernement a confirmé « sa volonté de voir exécuter les accords d'Evian,

qu'il s'agisse : 1° du fonctionnement et de l'autorité de l'exécutif provisoire ; 2° de l'autodétermination dans les délais fixés (au plus tôt le 15 juillet, au plus tard le 15 septembre) et des conséquences que doit com-



● Le nouveau chef de l'armée en Algérie est un polytechnicien comme son prédécesseur.

porter cette autodétermination ».

Autrement dit, le cap reste le même. M. Joxe est parti la nuit dernière pour Alger. Il a reçu tous les pouvoirs nécessaires pour prendre sur place les mesures indispensables afin de hâter « le passage à une nou-

velle phase de l'application des accords d'Evian ».

## Vote de confiance

Autre sujet important : l'Europe. M. Couve de Murville a exposé les conditions dans lesquelles la conférence des Six avait échoué, le projet de traité de l'Union européenne présenté par la France ayant été repoussé par la Belgique et les Pays-Bas.

Le gouvernement français n'entend pas rester sur cet échec.

« Quelles que soient les difficultés, a affirmé son nouveau porte-parole officiel, M. Alain Peyrefitte, secrétaire d'Etat à l'Information, il reste décidé à faire aboutir un projet aussi important pour l'avenir de l'Europe. Le projet reste ouvert aux partenaires de la France, à l'intérieur de l'Europe des Six. La France espère que les discussions pourront reprendre dans quelques semaines. En tout cas, il n'est pas question qu'elle abandonne son projet. »

Enfin, M. Peyrefitte a confirmé son désir de solliciter un vote de confiance de l'Assemblée nationale le surlendemain de la rentrée parlementaire, le 26 avril, au terme du débat qui suivra l'exposé de son programme.

Jacques CHEMINAT.